



PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales

ARRETE N° 2019 – SG – 201

Portant versement aux communes de Mayotte de la dotation globale garantie sur l'octroi de mer au titre du mois de février 2019.

LE PRÉFET DE MAYOTTE

chevalier de la Légion d'Honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

- VU la constitution, notamment ses articles 38 et 73 ;
 - VU le code général des collectivités territoriales ;
 - VU le code général des impôts ;
 - VU la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
 - VU la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
 - VU la loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique modifiant l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte ;
 - VU le décret du 28 mars 2018 portant nomination de Monsieur Dominique SORAIN, préfet hors classe, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du gouvernement, à compter du 30 mars 2018 ;
 - VU le décret du n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, abrogeant le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 ;
 - VU le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Edgar PEREZ, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
 - VU l'arrêté n° 882/SG/2018 du 8 octobre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- Considérant le montant des recettes constatées au titre de l'octroi de mer par la direction régionale des finances publiques pour le mois de février 2019 pour les communes à savoir : **6 069 819,58 euros** ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Le montant de la dotation globale garantie sur l'octroi de mer attribué aux communes de Mayotte au titre du mois de février 2019 est de : **six millions soixante neuf mille huit cent dix neuf euros et cinquante huit centimes (6 069 819,58 €)** répartis comme suit :

Communes	Montant DGG 2019	Février 2019
Acoua	1 997 145,88 €	166 428,82 €
Bandraboua	4 353 236,32 €	362 769,69 €
Bandrélé	4 002 682,65 €	333 556,89 €
Bouéni	2 266 933,36 €	188 911,11 €
Chiconi	2 234 056,37 €	186 171,36 €
Chirongui	3 518 192,36 €	293 182,70 €
Dembéni	5 039 373,80 €	419 947,82 €
Dzaoudzi	4 578 101,94 €	381 508,50 €
Kani-Kéli	2 435 158,66 €	202 929,89 €
Koungou	7 090 806,48 €	590 900,54 €
Mamoudzou	16 955 528,87 €	1 412 960,74 €
Mtsangamouji	2 649 389,97 €	220 782,50 €
Mtzamboro	2 693 498,70 €	224 458,22 €
Ouangani	2 909 624,47 €	242 468,71 €
Pamandzi	2 728 611,78 €	227 384,32 €
Sada	2 840 128,42 €	236 677,37 €
Tsingoni	4 545 364,98 €	378 780,42 €
TOTAL	72 837 835,02 €	6 069 819,58 €

Article 2 : Ces crédits seront imputés sur le compte 4 742 000 000 IT7A060100 ouvert dans les écritures de Monsieur le directeur régional des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les deux mois suivant sa publication (ou sa notification). L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mamoudzou, immeuble Haut du Jardin du Collège 97600 Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa publication (ou sa notification).

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai du recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande ou du rejet implicite de la demande.

Article 4 : Le secrétaire général et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 11 MAR. 2019

Le Préfet,

Le Préfet de Mayotte
Pour le Préfet par délégation
Le Secrétaire général

Edgar PEREZ

Copies :

17 communes

DRFIP

Direction des douanes

DRCL

Recueil des actes administratifs